

Communiqué du SNES-FSU, Académie de Lille.

Covid-19 dans le Dunkerquois : l'échec de la stratégie du déni

Samedi 13 février, nos collègues qui travaillent dans les établissements du Dunkerquois ont découvert la décision de la Préfecture du Nord annonçant, dès lundi 15, le passage "en mode mixte (présentiel/distanciel) pour réduire le nombre d'élèves présents". Le Préfet justifie une décision prise dans l'urgence par la dégradation "brutale" de la situation épidémique ces derniers jours... omettant au passage le fait que l'ensemble des lycées concernés fonctionnent déjà en mode mixte depuis novembre 2020.

Pour le Snes-FSU qui, depuis des mois, ne cesse d'exiger du ministre des moyens pérennes pour mettre en œuvre un protocole sanitaire permettant d'éviter la fermeture des établissements tout en protégeant personnels et élèves, cette mesure est pour le moins étonnante, et interroge sur la capacité de l'Éducation nationale à gérer efficacement la crise sanitaire.

- Étonnante, puisque depuis plusieurs semaines, et non depuis quelques jours, nos adhérent.e.s du Dunkerquois nous signalent une multiplication des "cas covid" dans leur établissement, sans qu'aucune mesure spécifique n'ait été prise localement par l'Éducation nationale, ne serait-ce qu'en ciblant les tests sur le territoire concerné.

- Étonnante, car si le Préfet, représentant de l'État, reconnaît que "la présence du variant anglais s'est accélérée sur le territoire", le ministère considère depuis le 12 février qu'il ne faut plus fermer automatiquement une classe quand il y est détecté.

- Étonnante enfin, puisque l'exemple dunkerquois suffit à contredire le dogme blanquien selon lequel le virus ne circulerait pas dans les établissements, grâce à un protocole toujours plus "renforcé"

Dans ce contexte, le Snes-FSU est inquiet de constater qu'une fois de plus, des mesures volontaristes ne sont prises que sous la pression, en l'espèce des élus locaux, sans égard pour nos collègues, épuisés.e.s, et qui devront encore s'adapter dans l'urgence. **Il dénonce le double discours d'un ministre, qui se présente comme le chevalier blanc de l'ouverture des établissements, tout en favorisant sur le terrain l'immobilisme et l'opacité face à la reprise épidémique qui la compromet** ; tout en leur retirant des moyens pour la rentrée 2021, comme il le fait depuis 2017.

La gestion de la crise sanitaire dans la région de Dunkerque illustre ce qui se passe à l'échelle de l'Académie, où ce qui prime est la conformité à la communication ministérielle, quitte à mettre en danger les personnels ou à faire fonctionner les établissements coûte que coûte... y compris, par exemple, quand toute la vie scolaire est à l'isolement. Avec pour conséquence une demi-fermeture des collèges dans le Dunkerquois.

Dans ce contexte, le Snes-FSU, organisation majoritaire dans les lycées et collèges, est aux côtés des équipes, enseignantes et non-enseignantes pour les informer sur leurs droits. Il interviendra en direction du rectorat, dans les nombreuses instances auxquelles il participe avec la FSU (CTA, CHS CT), pour exiger de l'État la protection effective due à ses agents. Il continuera à informer la profession des conditions dans lesquelles le droit de retrait peut être invoqué et exercé, dans le Dunkerquois et dans le reste de l'Académie de Lille.

Lille, le 14 février 2021